

CAISSE CANTONALE DE CHÔMAGE

FONDS CANTONAL
POUR L'EMPLOI

GETAC

**RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2021**



CAISSE
CANTONALE
DE CHÔMAGE



ABREVIATIONS UTILISEES



| | |
|---------------|--|
| AANP | Assurance accidents non-professionnels |
| AC | Assurance-chômage |
| AEP | Avances sur exportation des prestations |
| Caisse | Caisse cantonale de chômage |
| CAP | Coûts afférents à l'organisation des mesures et à l'encadrement |
| CMS | Centre médico-social |
| DEF | Département de l'économie et de la formation |
| ET | Emploi temporaire |
| FCE | Fonds cantonal pour l'emploi |
| GETAC | Gestion des emplois temporaires au sein de l'administration cantonale |
| IC | Indemnité de chômage |
| ICI | Indemnité en cas d'insolvabilité |
| INT | Indemnité en cas d'intempéries |
| LACI | Loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité |
| LEMC | Loi sur l'emploi et les mesures en faveur des chômeurs |
| LIAS | Loi sur l'intégration et l'aide sociale |
| LMMT | Logistique des mesures du marché du travail |
| LSP | Mesures LIAS stage pratique |
| MMT | Mesures relatives au marché du travail |
| ORP | Office régional de placement |
| PQF | Programmes de qualification |
| PTC | Poste à temps complet |
| RHT | Indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail |
| SECO | Secrétariat d'Etat à l'économie |
| SICT | Service de l'industrie, du commerce et du travail |
| ST6 | Stage professionnel |
| UP | Unité de prestation |

SOMMAIRE



- 04 2021
EN BREF

- 08 PARTIE
GÉNÉRALE

- 11 CAISSE CANTONALE
DE CHÔMAGE (CCh)

- 17 FONDS CANTONAL
POUR L'EMPLOI (FCE)

- 24 GESTION DES EMPLOIS TEMPO-
RAIRES AU SEIN DE L'ADMINIS-
TRATION CANTONALE (GETAC)

2021 EN BREF



2021 EN BREF



CRISE COVID-19

Commentaires

Pour la seconde année consécutive, les effets du COVID-19 se sont faits sentir sur la situation économique et le marché du travail en Suisse. Entre apparition de nouveaux variants et maintien des mesures de protection sanitaires par la Confédération, la caisse a tout mis en œuvre pour permettre la continuité de ses activités, tout en veillant à préserver la santé et sécurité de ses collaboratrices et collaborateurs. Ainsi, notamment les horaires de permanence téléphoniques ont dû être adaptés et les guichets momentanément fermés. La caisse a néanmoins prévu une réouverture permanente et l'introduction de nouveaux horaires d'accueil, avec le retour annoncé d'une situation plus stable en début d'année 2022.

Grâce à l'allègement de certaines mesures sanitaires, un grand nombre d'entreprises ont pu reprendre leurs activités, du moins partiellement. Sur l'année 2021, la caisse a versé des indemnités RHT-COVID pour un montant total de 164 mio. de francs (selon date de paiement) à 3'016 entreprises différentes. Ainsi, force est de constater que le montant des indemnités RHT versées en 2021 a diminué tout en restant toujours nettement plus élevé que durant les années d'avant pandémie. La procédure simplifiée des décomptes RHT-COVID a été maintenue tout au long de cette année, afin d'assurer un paiement rapide aux entreprises. Après un jugement du Tribunal Fédéral intervenu en automne 2021, les caisses devront toutefois effectuer des paiements supplémentaires des indemnités de vacances et pour jours fériés aux entreprises indemnisées depuis mars 2020. Cette nouvelle jurisprudence engendre un travail supplémentaire qui occupera les caisses encore jusqu'à la fin 2022.

La Direction tient à souligner que les collaboratrices et collaborateurs de la caisse cantonale de chômage ont fait preuve d'une grande solidarité et d'une capacité d'adaptation exemplaire face à cette crise et aux changements incessants auxquels ils étaient confrontés.

SUR LE PLAN NATIONAL

Rétrospective : Chômage en 2021 – Moyenne de l'année 2021

En comparaison de l'année 2020, le taux de chômage a légèrement diminué courant 2021. Le nombre de chômeurs s'est élevé à 137'614 personnes en moyenne durant l'année écoulée. En comparaison de 2020, cela représente une diminution de 8'106 personnes inscrites au chômage, soit 5.6%. Le taux de chômage moyen annuel s'établit à 3%, ce qui représente une baisse de 0.1 point de pourcentage par rapport à 2020 (3.1%). Durant l'année, en moyenne 228'930 demandeurs d'emploi ont été répertoriés, ce qui constitue un recul de 1'087 personnes par rapport à la moyenne de l'année précédente.

SUR LE PLAN CANTONAL

Situation de l'emploi

Le nombre moyen de chômeurs a diminué pour atteindre 5'756 (-902) personnes en Valais en 2021. Le taux de chômage cantonal a quant à lui diminué pour atteindre 3.2% (-0.5 point).

AU NIVEAU DE LA CAISSE

Enquête de satisfaction

L'enquête de satisfaction bénéficiaires a été reportée en 2022 en raison la crise sanitaire et d'autres impératifs qui s'y rapportaient.

Recertification SQS et Valais Excellence

Conformément aux objectifs que la caisse s'était fixés, aucune non-conformité n'a été constatée à l'issue de l'audit de recertification SQS qui s'est tenu en octobre 2021. Ainsi, elle maintient ses labels de qualité déjà appliqués depuis 2012, soit la norme ISO9001 Management de la qualité, la norme ISO14001 Management environnemental et la norme ISO45001 Management de la santé et de la sécurité au travail. Par cette même occasion, le label Valais Excellence a également été contrôlé et réapprouvé.



Révision des règlements

Les règlements internes de la caisse ont été adaptés pour la dernière fois en 2017. En raison des récentes modifications législatives importantes (entrée en vigueur du congé paternité p.ex.), la caisse cantonale de chômage a procédé à une révision complète et une mise à jour de ses règlements en 2021. Les nouveaux règlements ont été approuvés par le Conseil d'Etat en séance du 22 décembre 2021 et sont entrés en force le 1^{er} janvier 2022.

Objectifs et projets

Les principaux objectifs et projets que la caisse s'était fixés pour 2021 ont été atteints, malgré la crise sanitaire (COVID-19) :

- Maintien, voire augmentation de nos parts de marché.
- Atteinte des valeurs cibles déterminées par la convention de prestations 2019-2023.
- Réussite de l'audit de recertification de la SQS.
- IC : Garantie d'un service rapide et correct à nos assurés.
- Consolidation et harmonisation de nos pratiques : qualité de traitement des dossiers.



Divers

En raison de la crise COVID-19 mais également de certaines difficultés dans le pilotage du projet assuré par le SECO, l'introduction du nouveau système de paiement de l'assurance-chômage, a connu un nouveau report. En effet, prévu initialement pour Pâques 2021, celui-ci sera introduit en deux étapes au printemps et en fin d'année 2023.

Fonds cantonal pour l'emploi (FCE)

En raison de l'abandon de l'ancien système de paiement supporté par le SECO, la caisse a élaboré une nouvelle application métier et comptable, en étroite collaboration avec le SCI de l'Etat du Valais et la société Abacus, opérationnelle dès le 1^{er} janvier 2022.

Le FCE disposait au 31 décembre 2020 d'un capital de Fr. 11'077'420.16. Un excédent de financement de Fr. 1'025'331.79 de l'année en cours le porte à Fr. 12'102'751.95 au 31 décembre 2021. Au niveau des charges, le coût des mesures fédérales actives relatives au marché du travail s'est monté à Fr. 7'474'833.00 et celui des mesures cantonales complémentaires à Fr. 3'078'547.19.



GETAC (Gestion des emplois temporaires au sein de l'administration cantonale)

Après une année 2020 quelque peu au ralenti, les activités de GETAC ont connu une réjouissante reprise en 2021. Ainsi, GETAC a traité 422 dossiers en 2021, dont 234 n'ont pu se concrétiser, soit 55.45%, 93 demeurant en cours de gestion (renouvellements et chevauchements).

Perspectives 2022

Les perspectives économiques de 2022 dépendent grandement de l'évolution de la situation sanitaire et économique mondiale. Le groupe d'experts de la Confédération prévoit toutefois une croissance du PIB à hauteur de 3%. Le taux de chômage est estimé à 2.4% en moyenne annuelle. Concernant le Canton du Valais, le taux de chômage devrait rester stable par rapport à 2021 selon les estimations du Services de l'industrie du commerce et du travail (SICT).

Remerciements

Au terme de l'année 2021, la direction adresse ses remerciements :

- à l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs de la caisse pour leur engagement exemplaire et indéfectible au service des assurés et entreprises de ce canton. Sans leur incroyable investissement, leur état d'esprit tout au long de cette crise, il aurait été impossible de mener à bien la mission confiée,
- à notre Chef de département, M. Christophe Darbellay, qui a, comme en 2020, su œuvrer afin de mettre les conditions-cadres au service de notre économie. Nous avons pu ainsi compter sur son soutien à tout instant,
- au Service de l'industrie, du commerce et du travail (SICT), pour leur étroite collaboration et la coordination des opérations au service des entreprises,
- à tous nos partenaires, tant au niveau fédéral que cantonal.

Sion, mai 2022





**PARTIE
GÉNÉRALE**

PARTIE GÉNÉRALE



PRÉSENTATION DE LA CAISSE

La caisse est un établissement de droit public autonome rattaché au chef du Département de l'économie et de la formation (DEF), dont la surveillance incombe à la Confédération.

Elle traite avec l'extérieur en son propre nom et a qualité pour agir en justice.

L'organigramme figurant ci-après précise son organisation, adaptée à un mode de fonctionnement conforme aux exigences des diverses prestations que la caisse fournit, avec comme but principal de donner satisfaction à ses clients.

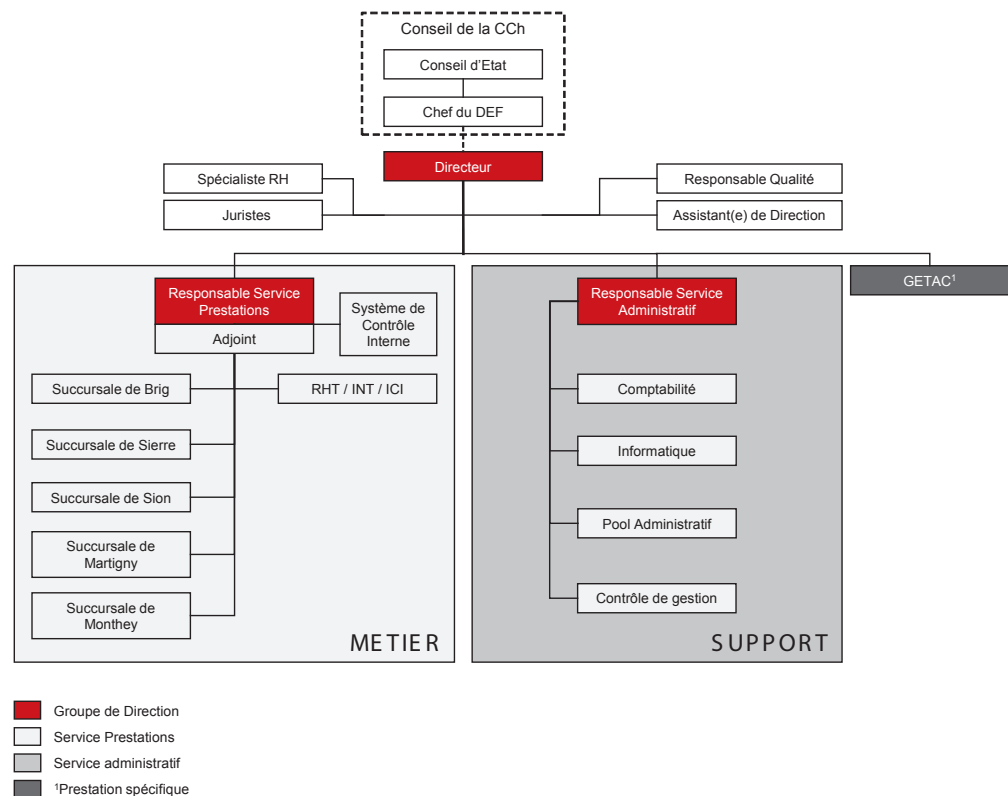
Disposant d'une administration centrale située à Sion et de cinq succursales, sises à Brig, Sierre, Sion, Martigny et Monthey, elle vise à

satisfaire aux exigences d'une gestion moderne, rationnelle, économe et régionalisée.

Depuis novembre 2012, la caisse est certifiée « Valais excellence », ISO 9001 (qualité), ISO 14001 (environnement) et ISO 45001 (santé et sécurité au travail).

La caisse est ouverte à tous les assurés domiciliés dans le canton. Elle est en outre à disposition des entreprises sises dans le canton pour verser à l'intention de tous les travailleurs concernés, quel que soit leur lieu de domicile, les indemnités en cas de RHT et d'INT.

Elle est enfin seule compétente pour verser les indemnités en cas d'ICI.





LA CAISSE EN QUELQUES CHIFFRES AU 31 DÉCEMBRE 2021

| | |
|------------------------|--|
| 5 | succursales |
| 57 | collaborateurs (dont 21 à temps partiel et 1 apprentie) (sont compris dans ces chiffres les 4 collaborateurs GETAC) |
| 8 ans et 2 mois | en moyenne d'expérience par gestionnaire IC |
| 9'348 | bénéficiaires individuels d'indemnités de chômage sur l'ensemble de l'année |
| 51'844 | appels reçus |
| 47'590 | décomptes envoyés (IC) |
| 7'320 | décisions formelles rendues |
| 324.28 Mio | de prestations versées (Toutes prestations confondues) |
| 3071 | entreprises au bénéfice d'indemnités (RHT: 3016 - INT: 55) |
| 44 | entreprises concernées par l'ICI |

FCE

| | |
|-------------------------|--|
| 147 | mesures complémentaires cantonales de réinsertion professionnelle payées |
| Fr. 7'474'833.00 | coût des mesures actives fédérales relatives au marché du travail |
| Fr. 3'078'547.19 | coût des mesures complémentaires cantonales |

GETAC

| | |
|------------------------|---|
| 4 ans et 6 mois | en moyenne d'expérience par collaborateur |
| 422 | assurés reçus |
| 276 | placements réalisés |
| 85 | personnes ayant retrouvé un emploi |

EVOLUTION DES EFFECTIFS - STATISTIQUES RELATIVES AU PERSONNEL

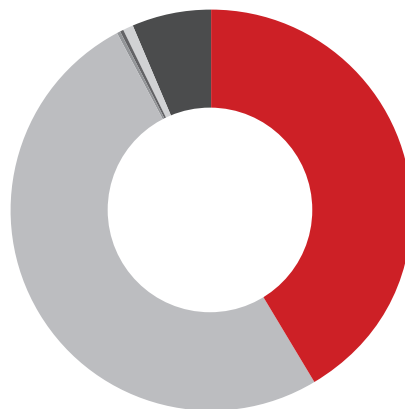
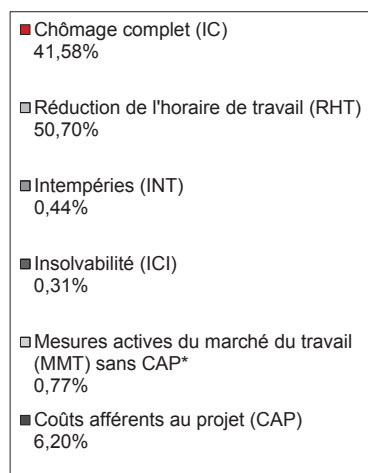
| Année | Nombre de collaborateurs | Hommes | Femmes | Nbre de postes équivalent plein temps | Moyenne d'âge |
|-------|--------------------------|--------|--------|---------------------------------------|------------------|
| 2019 | 50 | 14 | 36 | 43.85 | 40 ans et 7 mois |
| 2020 | 55 | 15 | 40 | 48.35 | 39 ans |
| 2021 | 57 | 15 | 42 | 52.15 | 38 ans et 1 mois |

CAISSE CANTONALE DE CHÔMAGE (CCH)



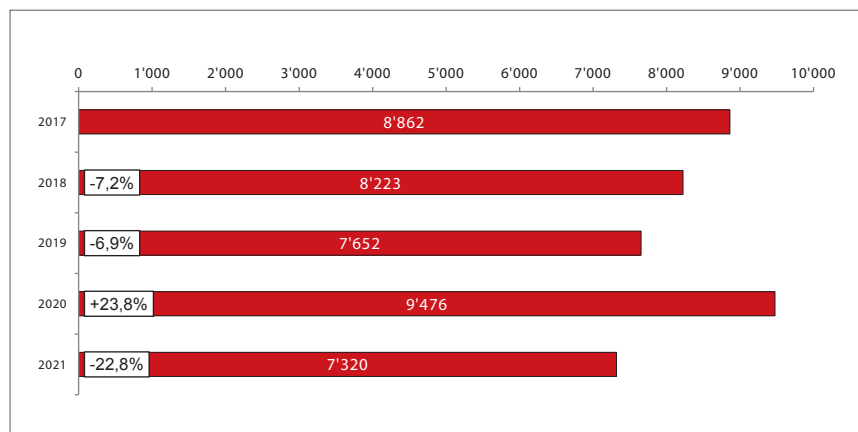
CAISSE CANTONALE DE CHÔMAGE

PRESTATIONS | Répartition des prestations versées

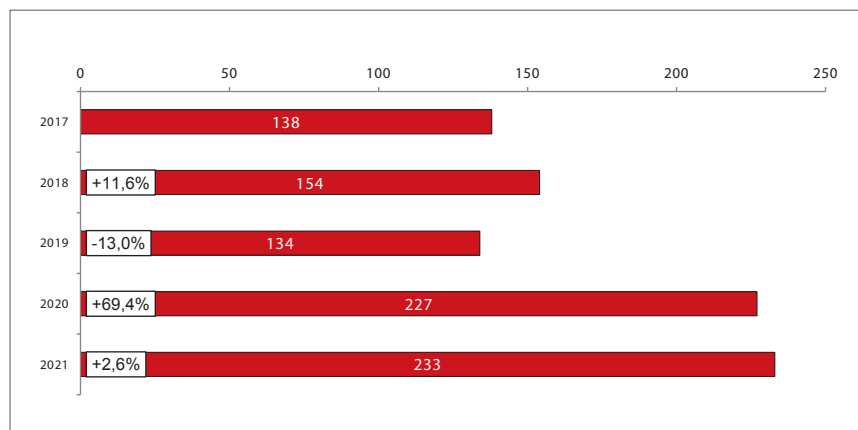


Montant total des prestations versées: **324.28 mios**
 *CAP: Coûts afférents à l'organisation des mesures et à l'encadrement.

DÉCISIONS IC



OPPOSITIONS | (toutes prestations)



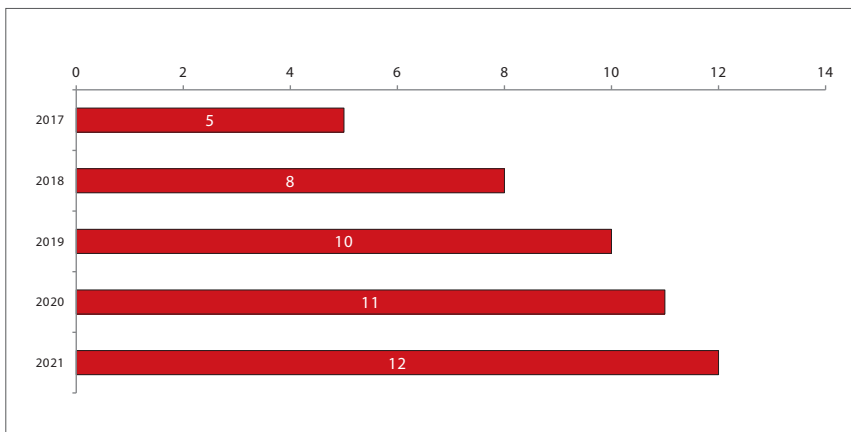


LUTTE CONTRE LES ABUS

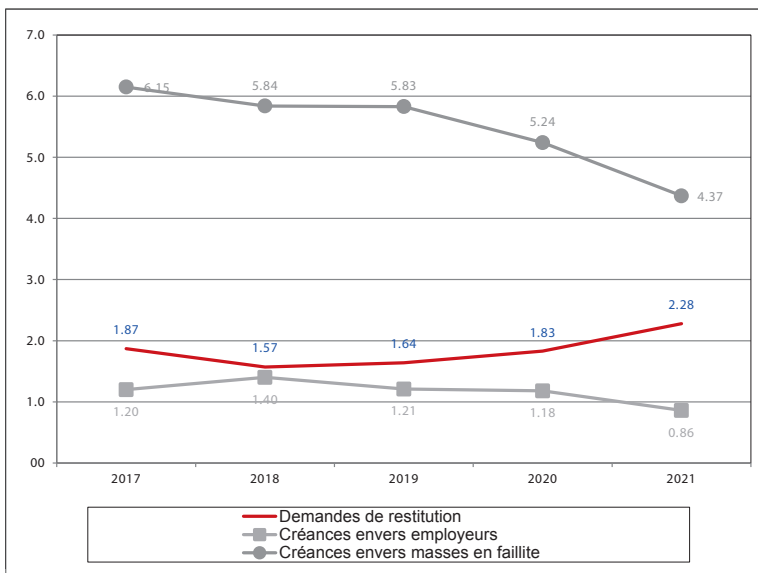
Afin de lutter efficacement contre les abus, en sus de la demande de restitution des prestations, la caisse dénonce au procureur, après les avoir entendus, les bénéficiaires dont il est manifeste que, par des indications fausses ou incomplètes, ils ont obtenu volontairement

des prestations de l'assurance auxquelles ils n'avaient pas droit. L'infraction la plus courante consiste en la dissimulation d'un gain obtenu durant une période de chômage.

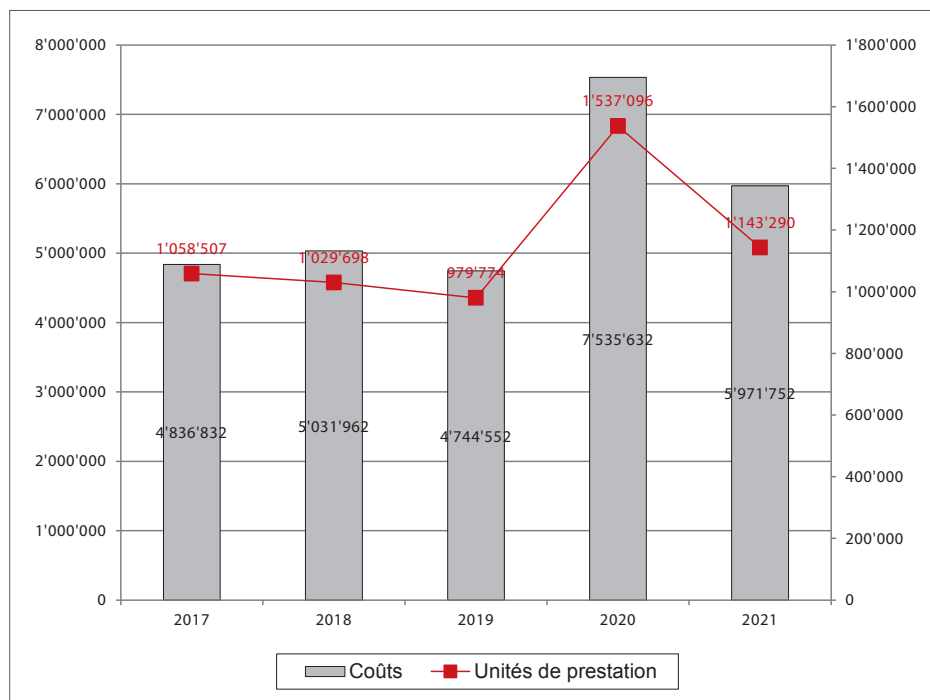
Dénonciations pénales, art. 105 LACI, voire 146 du Code pénal



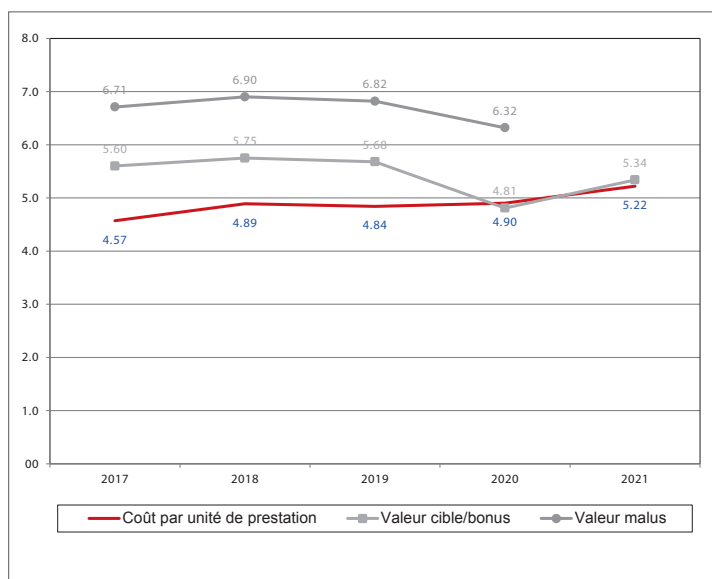
CONTENTIEUX | Soldes en fin d'année comptable (en mio)



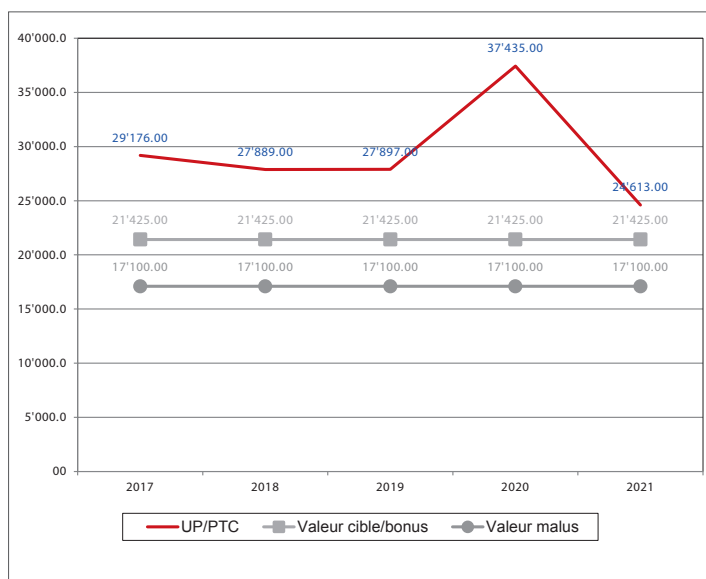
FRAIS D'ADMINISTRATION | Coûts / Unités de prestation (UP)



Coût par UP



UP par poste à temps complet (PTC)



Avec un coût de Fr. 5.22 par UP, la caisse a un coût inférieur de Fr. 0.12 par rapport à la valeur cible/bonus fixée à Fr. 5.34. Elle a une marge de manœuvre de Fr. 1.10 par rapport à la valeur malus arrêtée à Fr. 6.32. Les exigences conventionnelles sont donc respectées.

A noter qu'aucun malus ne sera calculé pour les années 2021 et 2022 en raison de la crise COVID-19 ainsi que le projet de renouvellement du système de paiements des caisses de chômage.

Le tableau ci-dessus indique que la caisse a réalisé 24'613 UP par PTC alors que la valeur cible est de 21'425 et la valeur malus de 17'100. Les exigences conventionnelles sont donc respectées.

RÉVISION DES COMPTES

Les comptes de la caisse sont contrôlés par une fiduciaire dûment mandatée par le SECO.

COMPTE D'EXPLOITATION ET BILAN | Compte d'exploitation

| DÉPENSES | au 31.12.2020 | au 31.12.2021 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| Ind. de chômage soumises à cotis. | 133'795'601.10 | 132'428'345.25 |
| Ind. de chômage non soumises à cotis. | 493'965.55 | 529'580.20 |
| Allocations familiales | 1'941'697.00 | 1'865'632.05 |
| Ind. en cas de réduction de l'horaire de travail | 255'146'406.60 | 164'392'516.30 |
| Ind. en cas d'intempéries | 854'578.50 | 1'428'789.65 |
| Ind. en cas d'insolvabilité | 1'479'275.20 | 1'016'341.05 |
| Frais afférents au projet | 22'100'626.00 | 20'109'500.45 |
| Allocations de formation | 72'180.10 | 108'711.55 |
| Frais de cours | 1'332'421.20 | 1'312'739.70 |
| Allocations d'initiation au travail | 846'239.30 | 1'037'975.35 |
| Contributions aux frais de déplacement | 8'212.25 | 9'892.75 |
| Contributions aux frais de séjour hebdomadaire | 40'209.75 | 43'181.90 |
| Frais de justice et de procédure | 9'680.00 | 6'700.00 |
| Frais de poursuites | 32'420.14 | 36'116.75 |
| Frais d'examen de la cch | 1'327.20 | 1'551.55 |
| Bonification pour risque de responsabilité | 9'196.30 | 6'309.00 |
| Frais d'administration* | 7'535'632.36 | 5'971'752.43 |
| Bonus | 68'295.00 | 0.00 |
| Charges des intérêts | 0.00 | 3'100.46 |
| Amortissements divers | 11'684.40 | 16'802.14 |
| Autres charges | 0.00 | 0.00 |
| TOTAL DEPENSES | 425'779'647.95 | 330'325'538.53 |
| RECETTES | | |
| Produit insolvabilité | 503'899.29 | 364'131.09 |
| Produit stages professionnels | 64'865.45 | 128'321.90 |
| Remboursement d'anciennes prestations | 37'391.80 | 12'418.30 |
| Prestations échues | 0.00 | 0.00 |
| Produit responsabilité du fondateur | 8'923.25 | 3'263.20 |
| Cotisations AVS sur IC | 7'052'936.15 | 7'017'424.25 |
| Cotisations LPP sur IC | 78'599.70 | 79'758.30 |
| Cotisations AANP sur IC | 3'364'124.20 | 3'328'938.10 |
| Produit provenant de frais de justice et de procédure | 570.00 | 40.00 |
| Remboursement de frais de poursuite | 23'628.20 | 29'782.45 |
| Produit malus | 0.00 | 0.00 |
| Frais d'administration non agréés | 0.00 | 0.00 |
| Intérêts créditeurs | 1'060.15 | 128.45 |
| Différences d'arrondis | 46.38 | 30.47 |
| Produit des remboursements - général | 0.00 | 20'174.00 |
| Avances du SECO | 411'400'000.00 | 319'800'000.00 |
| TOTAL RECETTES | 422'536'044.57 | 330'784'410.51 |
| Excédent de recettes | 0.00 | 458'871.98 |
| Excédent de dépenses | 3'243'603.38 | 0.00 |

Désignation des comptes selon la terminologie du SECO

*En 2020, un montant de Fr. 1'766'956.00, relatif à la réforme structurelle de la CPVAL, a été supporté par la caisse cantonale de chômage.

Bilan

| ACTIF | au 31.12.2020 | au 31.12.2021 |
|---|----------------------|----------------------|
| Caisses | 564.55 | 956.95 |
| Postes | 0.00 | 0.00 |
| Banques | 1'860'216.98 | 1'529'885.52 |
| Avances du fonds de compensation AC | 0.00 | 0.00 |
| Créances IC, MMT, INT, RHT et AEP | 1'830'078.88 | 2'287'923.07 |
| Avances servies aux bénéficiaires | 29'900.00 | 23'896.70 |
| Créances fondées sur l'art. 29 LACI | 1'181'964.35 | 867'841.25 |
| Créances indemnité en cas d'insolvabilité | 5'244'797.80 | 4'379'940.83 |
| Créances stages professionnels | 30'569.10 | 36'842.85 |
| Responsabilité du fondateur | 0.00 | 0.00 |
| Demandes de restitution - général | 90'988.80 | 181'501.05 |
| Avoir impôt anticipé | 0.00 | 0.00 |
| Actifs de régularisation | 29'576.60 | 13'423.80 |
| Machines et mobilier de bureau | 0.00 | 0.00 |
| Logiciels | 0.00 | 0.00 |
| Matériel informatique | 4'177.00 | 0.00 |
| Transformations immobilières | 69'470.42 | 150'572.10 |
| TOTAL ACTIF | 10'372'304.48 | 9'472'784.12 |
| PASSIF | | |
| Dettes à court terme IC, MMT, INT et RHT | 0.00 | 788.50 |
| Dettes à court terme AEP | 0.00 | 0.00 |
| Dettes à court terme impôt à la source et assurances sociales | 0.00 | 0.00 |
| Dettes à court terme insolvabilité | 0.00 | 0.00 |
| Dettes en souffrance à court terme GB | 50'581.40 | 1'131.55 |
| Dettes sur provision art. 29 | 1'181'964.35 | 867'841.25 |
| Dettes sur provision indemnité en cas d'insolvabilité | 5'244'797.80 | 4'379'940.83 |
| Créances sur provision bonification risque responsabilité | 300'188.99 | 303'246.26 |
| Dettes sur provision stages professionnels | 30'569.10 | 36'842.85 |
| Dettes résultant des frais d'administration | 184'422.40 | 101'588.70 |
| Créances sur provisions bonus | 126'814.55 | 71'915.65 |
| Passifs transitoires | 7'230.01 | 4'880.67 |
| Fonds de roulement | 3'245'735.88 | 3'704'607.86 |
| TOTAL PASSIF | 10'372'304.48 | 9'472'784.12 |

Désignation des postes selon la terminologie du SECO

FONDS CANTONAL POUR L'EMPLOI (FCE)



COMPTE D'EXPLOITATION ET BILAN | Compte d'exploitation

CHARGES

| | Au 31.12.2021 | | Ecart au compte 2020 |
|---|---------------|----------------------|-------------------------|
| | Détail Fr. | Somme Fr. | Fr. |
| En application de la LEMC ¹ | | 10'698'232.19 | -603'663.17 |
| Mesures actives fédérales relatives au marché du travail | 7'474'833.00 | | |
| Participation financière aux mesures | 7'131'000.00 | | |
| Participation financière aux mesures 2021 | 7'329'000.00 | | |
| Participation financière aux mesures 2020 | -198'000.00 | | |
| Participation aux frais de cours non couverts par l'assurance-chômage | 343'833.00 | | |
| Participation 2021 | 400'157.00 | | |
| Participation 2020 | -56'324.00 | | |
| Mesures complémentaires cantonales | 3'078'547.19 | | |
| Allocations cantonales d'initiation au travail | 51'389.55 | | |
| Stages professionnels cantonaux | - | | |
| Contributions cantonales aux frais de déplacement | - | | |
| Programmes de qualification | 2'360'964.34 | | |
| Programmes de qualification 2021 | 2'415'418.65 | | |
| Programmes de qualification 2020 | -54'454.31 | | |
| Contrats d'insertion professionnelle, perte sur débiteur | - | | |
| Mesures, non subventionnées par l'assurance-chômage, servant à l'intégration | 576'439.50 | | |
| Mesures 2021 | 576'439.50 | | |
| Mesures 2020 | - | | |
| Contrats d'activité professionnelle | 89'753.80 | | |
| Mesures supplémentaires de réinsertion professionnelle | - | | |
| Mesures 2021 | - | | |
| Mesures 2020 | - | | |
| Frais d'exploitation des offices régionaux de placement | 144'852.00 | | |
| Frais non pris en compte par l'assurance-chômage | 144'852.00 | | |
| Frais 2021 | 144'852.00 | | |
| Frais 2020 | - | | |
| Risque responsabilité | - | | |
| Service industrie, commerce et travail | - | | |
| Assurance chômage | - | | |
| Dépenses pour tiers entièrement compensées | | - | - |
| Institutions | - | | |
| Organes d'exécution de la LACI au sens de l'art. 76, al. 1, let. c ² | - | | |
| Gestion des emplois temporaires au sein de l'administration cantonale | - | | |
| Amortissements | | - | - |
| Software de gestion des mesures cantonales | - | | |
| Frais d'administration | | 128'098.86 | 67'310.17 |
| Administration et gestion | 123'949.83 | | |
| Indemnisation de la logistique des mesures du marché du travail | 16'098.00 | | |
| Indemnisation de la caisse publique cantonale valaisanne de chômage | 45'021.75 | | |
| Software de gestion des mesures cantonales, frais d'entretien et divers | 62'830.08 | | |
| Taxes, frais bancaires et divers | 4'149.03 | | |
| Dépenses diverses | | - | - |
| TOTAL CHARGES | | 10'826'331.05 | |
| PRODUITS | | | |
| Financement | | 11'850'000.00 | -1'650'000.00 |
| Confédération (SECO) | - | | |
| Organes d'exécution de la LACI au sens de l'art. 76, al. 1, let. c ² | - | | |
| Gestion des emplois temporaires au sein de l'administration cantonale | - | | |
| Canton | - | | |
| Gestion des emplois temporaires au sein de l'administration cantonale | - | | |
| Alimentation | 11'850'000.00 | | |
| Part canton | 8'295'000.00 | | |
| Part communes | 3'555'000.00 | | |
| Intérêts | | 1'662.80 | -2'751.34 |
| Produits divers | | 0.04 | -11'670.96 |
| TOTAL PRODUITS | | 11'851'662.84 | |
| Excédent de financement | | 1'025'331.79 | -1'128'069.30 |

Bilan

| ACTIF | | | | |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|-----------------------------------|
| | Au 31.12.2020 | Au 31.12.2021 | | Modification de l'exercice |
| | Fr. | Détail Fr. | Somme Fr. | Fr. |
| Banque | 7'024'394.76 | | 7'738'985.79 | 714'591.03 |
| Placement à terme | 16'000'000.00 | | 15'650'000.00 | -350'000.00 |
| Comptes courants - débiteurs | 55'221.14 | | 66'356.50 | 11'135.36 |
| Adm. fédérale des contributions : impôt anticipé | | 621.25 | | |
| Autres débiteurs | | 65'735.25 | | |
| Organisateurs de contrats d'insertion professionnelle | | - | | |
| Prêt au canton | | - | | |
| Investissements | 1.00 | | - | |
| Software de gestion des mesures cantonales | | - | | |
| Actifs transitoires | 310.00 | | 16'911.10 | 16'601.10 |
| Contrats d'insertion professionnelle, frais de projet 2022 | | - | | |
| Dépenses prépayées | | 16'713.30 | | |
| Produits à recevoir | | 197.80 | | |
| TOTAL ACTIF | 23'079'926.90 | | 23'472'253.39 | 392'326.49 |
| PASSIF | | | | |
| Prestations à payer et créanciers divers | 36'681.95 | | 206'337.15 | 169'655.20 |
| Compte courant mixte SECO / Fonds cantonal | 260'026.35 | | 52'008.45 | -208'017.90 |
| Gestion des emplois temporaires au sein de l'administration cantonale | | 52'008.45 | | |
| Provisions | 401'518.61 | | 414'917.16 | 13'398.55 |
| Risque responsabilité SICT/ORP | | 223'810.25 | | |
| Mesures cantonales spécifiques | | 191'106.91 | | |
| Comptes spéciaux | 2'010'282.13 | | 2'056'080.98 | 45'798.85 |
| Projet VS-link | | 269'837.93 | | |
| Projet AFOTEC | | 371'628.15 | | |
| Projet AFBAT | | 1'414'614.90 | | |
| Passifs transitoires | 9'293'997.70 | | 8'640'157.70 | -653'840.00 |
| Mesures actives fédérales relatives au marché du travail | | 7'874'009.00 | | |
| Participation forfaitaire aux coûts de chaque mesure | | 7'329'000.00 | | |
| Provision pour frais non couverts par l'assurance-chômage | | 545'009.00 | | |
| Mesures complémentaires cantonales | | 749'075.70 | | |
| Programmes de qualification | | 363'022.05 | | |
| Allocations d'initiation au travail | | 9'645.65 | | |
| Autres mesures | | 376'408.00 | | |
| Divers | | 17'073.00 | | |
| Fonds cantonal | 11'077'420.16 | | 12'102'751.95 | 1'025'331.79 |
| TOTAL PASSIF | 23'079'926.90 | | 23'472'253.39 | 392'326.49 |

RESSOURCES | Evolution (Art. 47 LEMC)

| Année | Canton | Communes | Totaux |
|---------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| 1996 - 2011 | 83'840'500.00 | 63'909'500.00 | 147'750'000.00 |
| 2012 | 8'190'000.00 | 4'810'000.00 | 13'000'000.00 |
| 2013 | 8'719'200.00 | 5'120'800.00 | 13'840'000.00 |
| 2014 | 9'820'251.00 | 5'767'449.00 | 15'587'700.00 |
| 2015*** | 10'905'790.00 | 4'673'910.00 | 15'579'700.00 |
| 2016 | 10'308'200.00 | 4'417'800.00 | 14'726'000.00 |
| 2017 | 9'938'810.00 | 4'259'490.00 | 14'198'300.00 |
| 2018 | 8'387'610.00 | 3'594'690.00 | 11'982'300.00 |
| 2019 | 8'721'300.00 | 3'737'700.00 | 12'459'000.00 |
| 2020 | 9'450'000.00 | 4'050'000.00 | 13'500'000.00 |
| 2021 | 8'295'000.00 | 3'555'000.00 | 11'850'000.00 |
| TOTAUX | 176'576'661.00 | 107'896'339.00 | 284'473'000.00 |

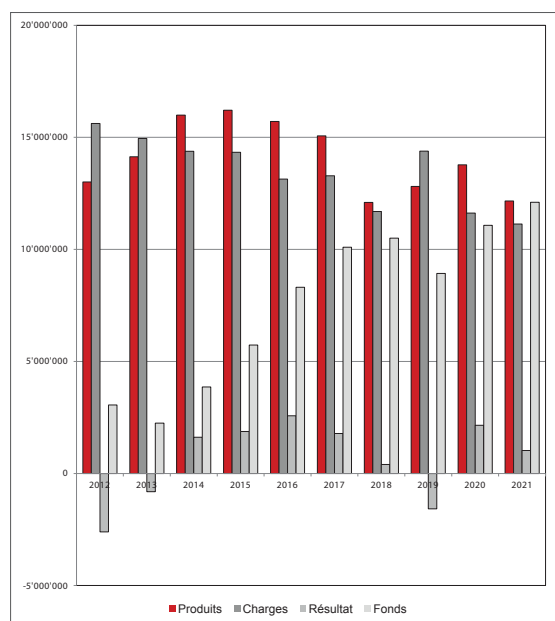


***70% canton/30% communes selon modification de l'art. 3 de cette même loi, entrée en vigueur au 1er janvier 2015

Résultat annuel et situation finale

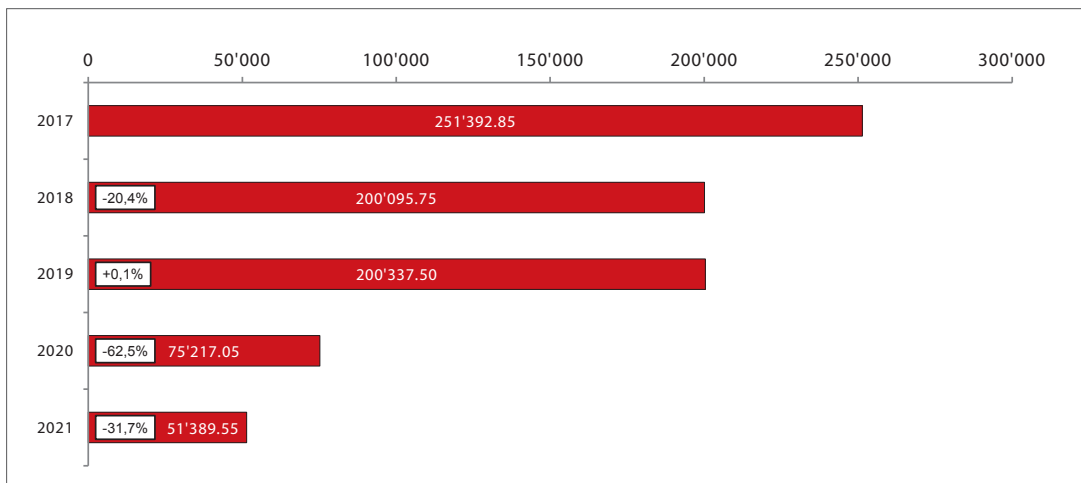
| Année | Montant |
|----------------|----------------------|
| Situation 2011 | 5'667'725.39 |
| 2012 | -2'607'350.53 |
| 2013 | -815'941.00 |
| 2014 | 1'615'615.53 |
| 2015 | 1'874'069.25 |
| 2016 | 2'576'071.85 |
| 2017 | 1'784'490.46 |
| 2018 | 404'514.69 |
| 2019 | -1'575'176.57 |
| 2020 | 2'206'115.79 |
| 2021 | 1'025'331.79 |
| TOTAL | 12'155'466.65 |

Synthèse

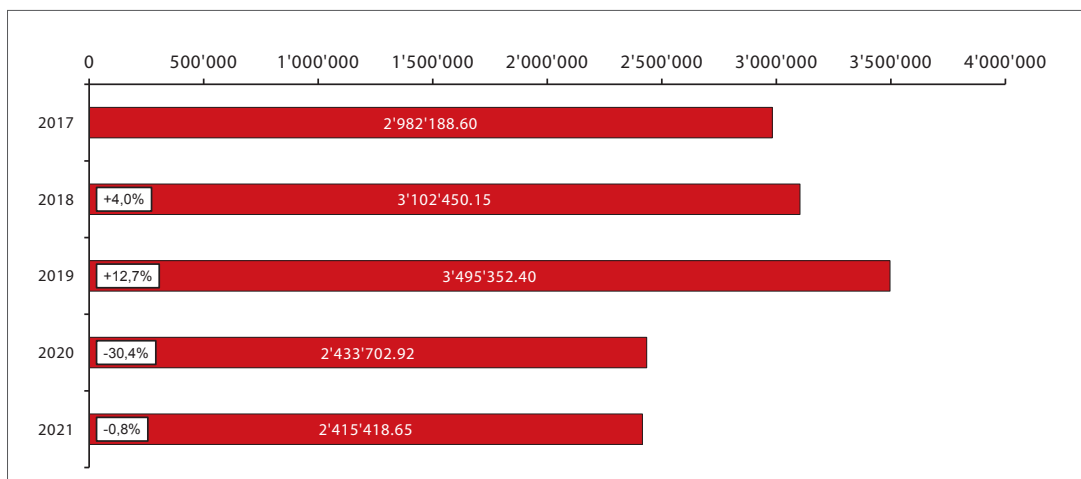




Evolution des mesures Allocations cantonales d'initiation au travail (AIT)

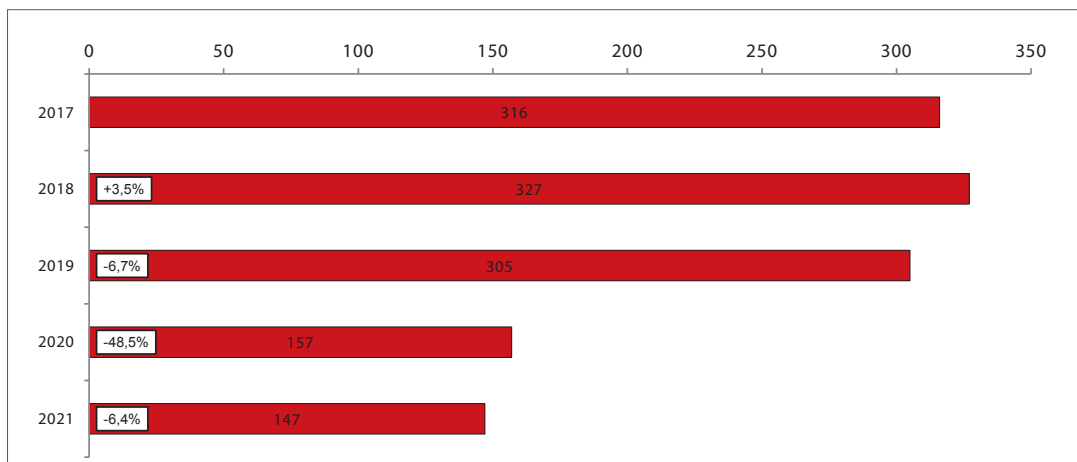


Programmes de qualification (PQF)

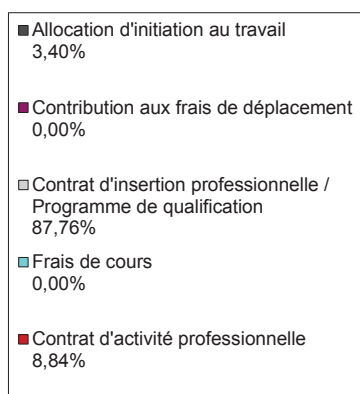




Nombre de bénéficiaires de mesures



Répartition des bénéficiaires par mesure





ADMINISTRATION

Au terme de l'art. 47 LEMC, le FCE est un fonds spécial de financement au sens de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton. Il est alimenté par l'Etat et les communes conformément aux dispositions de la loi sur l'harmonisation du financement des régimes sociaux et d'insertion socio-professionnelle. Le Grand Conseil arrête lors de la fixation du budget de l'Etat le montant global affecté au FCE pour l'exercice à venir.

La caisse gère le FCE depuis le 1^{er} novembre 1992 et est rémunérée pour ce travail selon le système des imputations.

Pour les paiements exécutés en faveur de mesures analogues à celles prévues par le droit fédéral, ainsi que pour la gestion comptable, le FCE dispose d'un logiciel informatique spécifique.

L'intégration de la gestion et des contrôles administratifs du FCE dans la caisse permet un rapport qualité/coût très favorable car la caisse utilise son expérience au niveau fédéral également au service du canton.

SURVEILLANCE

Les dispositions de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton (LGCAF) sont applicables.

RÉVISION DES COMPTES

Les comptes du FCE sont contrôlés par l'Inspection cantonale des finances.



GETAC





COMPTE D'EXPLOITATION ET BILAN | Compte d'exploitation

| CHARGES | | | |
|--|----------------------|------------|-----------------------------|
| | Au 31.12.2021 | | Ecart au compte 2020 |
| | Détail Fr. | Somme Fr. | Fr. |
| Mesures de placement | | 134'392.70 | -78'271.50 |
| Mesures fédérales | - | | |
| Frais de cours | - | | |
| Frais divers | - | | |
| Mesures cantonales | 134'392.70 | | |
| Salaire brut et charges sociales | 134'392.70 | | |
| Frais de cours | - | | |
| Frais divers | - | | |
| Frais d'administration | | 524'068.80 | 44'918.80 |
| Salaire brut et charges sociales | 394'445.25 | | |
| Mandat administratif | 63'853.45 | | |
| Recrutement de personnel | 0.00 | | |
| Location | 30'549.55 | | |
| Matériel de bureau | 4'020.87 | | |
| Assurances | 1'018.75 | | |
| Déplacements | 3'841.10 | | |
| Formation | -1'408.70 | | |
| Frais d'envoi et téléphonie | 0.00 | | |
| Immobilisations : acquisition et amortissement | 10'145.15 | | |
| Matériel informatique et logiciels: acquisition et amortissement | 1'056.40 | | |
| Frais de maintenance | 9'820.65 | | |
| Taxes, frais bancaires et divers | 6'726.33 | | |
| Frais de relations publiques | - | | |
| TOTAL CHARGES | | 658'461.50 | |
| PRODUITS | | | |
| Financement | | 658'461.50 | -33'352.70 |
| Confédération (SECO) | 411'077.16 | | |
| Coûts afférents au projet | 411'077.16 | | |
| Canton (Fonds cantonal pour l'emploi) | 167'684.34 | | |
| Coûts afférents au projet | 57'354.14 | | |
| Mesures cantonales : versement du salaire net | 110'330.20 | | |
| Communes (Centres Médicaux Sociaux) | 79'700.00 | | |
| Frais d'organisation de mesure LIAS | 79'700.00 | | |
| Intérêts | | - | - |
| Produits divers | | - | - |
| TOTAL PRODUITS | | 658'461.50 | |

Bilan

| ACTIF | | | | |
|--|-------------------|---------------|------------------|----------------------------|
| | Au 31.12.2020 | Au 31.12.2021 | | Modification de l'exercice |
| | Fr. | Détail Fr. | Somme Fr. | |
| Caisse | - | - | - | - |
| Comptes courants - débiteurs | 301'950.40 | | 73'031.80 | -228'918.60 |
| Demandes de restitution - général | | 21'023.35 | | |
| c/c auprès du fonds cantonal pour l'emploi | | 52'008.45 | | |
| Avoir impôt anticipé | | 0.00 | | |
| Actifs de régularisation | 1'493.85 | | 20'997.31 | 19'503.46 |
| Immobilisations | 43.00 | | 43.00 | 0.00 |
| TOTAL ACTIF | 303'487.25 | | 94'072.11 | -209'415.14 |
| PASSIF | | | | |
| Créanciers | 51'194.25 | | 66'765.35 | 15'571.10 |
| Comptes de passage | 43.00 | | 43.00 | 0.00 |
| Passifs transitoires | 252'250.00 | | 27'263.76 | -224'986.24 |
| TOTAL PASSIF | 303'487.25 | | 94'072.11 | -209'415.14 |





MISSION

Dans le cadre de la LACI, de la LEMC et de la Loi sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS), GETAC est un organisateur de mesures actives du marché du travail proposant différentes prestations pour les demandeurs d'emploi. En collaboration avec les ORP et les CMS, GETAC a pour mission de rechercher, organiser et développer des emplois temporaires sur le premier marché du travail auprès des différents services et institutions de l'administration cantonale valaisanne. Les participants peuvent ainsi bénéficier, entre autres, d'une expérience professionnelle supplémentaire et d'un réseau de contacts élargi en lien avec le marché du travail. Leur parcours se voit agrémenté d'une plus-value et d'une référence de qualité quant à leurs démarches de recherches d'emploi. Le mandat de GETAC, en application des directives du SECO, consiste à contribuer au placement fixe des assurés dans les meilleurs délais.

TYPES DE MESURES

GETAC propose différents contrats aux demandeurs d'emploi:

- Mesures fédérales
 - Emploi temporaire (ET) destiné aux personnes avec expérience professionnelle, bénéficiant des prestations de l'assurance-chômage.
 - Stage professionnel (ST6) essentiellement destiné à des personnes n'ayant pas ou peu d'expérience ou souhaitant s'enrichir d'une activité différente.

- Mesures cantonales
 - Programme de qualification (PQF) destiné aux personnes ayant épuisé leur droit aux prestations de l'assurance-chômage ou exercé une activité indépendante.
 - Mesures LIAS stage pratique (LSP) destinées aux personnes sollicitant l'aide sociale.

ACTIVITÉ PRINCIPALE DU COORDINATEUR, LE PLACEMENT

GETAC effectue des placements individualisés pour chaque assuré. Pour ce faire, le coordinateur définit, suite à un entretien avec l'assuré et en collaboration avec les ORP, des objectifs visant à mieux cibler ces placements (par le biais d'un formulaire intitulé « accord d'objectifs »). GETAC garantit ainsi la mise à profit d'un savoir déjà acquis, l'apprentissage de nouvelles connaissances, le maintien d'un rythme de travail, l'augmentation de la confiance en soi et l'utilisation judicieuse de la référence de cette activité pour les recherches d'emploi.

L'objectif fondamental de GETAC est et reste la réinsertion rapide et durable des demandeurs d'emploi sur le marché du travail. Cette tâche ne peut être menée à bien qu'avec la collaboration des ORP, des CMS et de tous les services de l'administration cantonale.



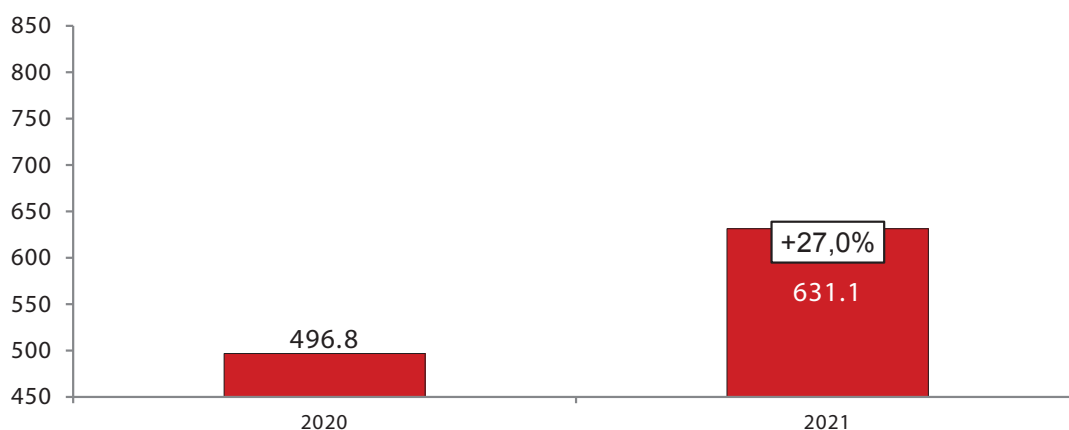
TYPES DE POSTES PROPOSÉS

La collaboration avec les services cantonaux permet d'offrir aux participants une palette d'activités intéressantes et variées. En fonction du profil des assurés et de leurs compétences, GETAC effectue, dans la mesure du possible, des placements «sur mesure» et diversifiés (domaines administratif, scientifique, économique, technique, social, culturel, etc.), tout en veillant à apporter un enrichissement au parcours des demandeurs d'emploi.

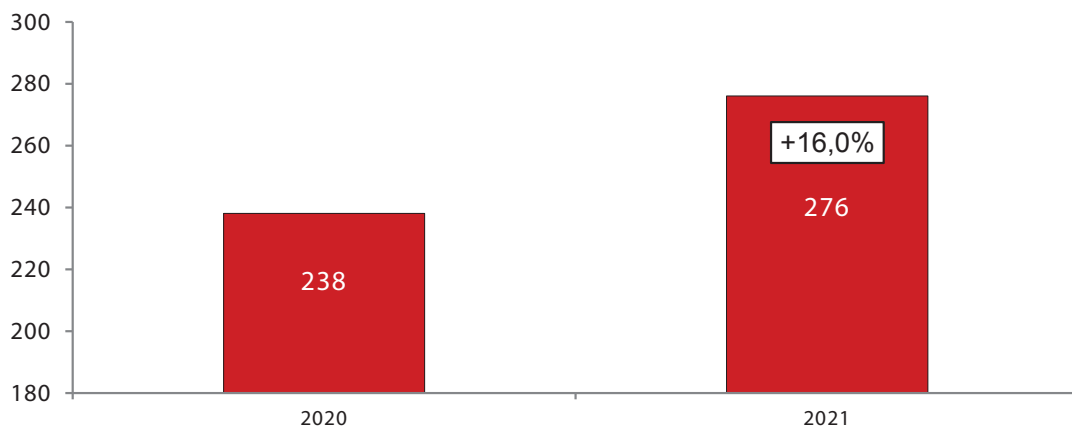
SUIVI ET ENCADREMENT

GETAC établit des évaluations en présence des assurés et des responsables d'encadrement. Ces bilans sont transmis, sous forme de rapports, aux conseillers ORP ou aux assistants sociaux. Ils visent à évaluer les objectifs fixés en début d'activité, à rendre compte de l'expérience acquise par l'assuré et, si nécessaire, à réajuster cette mesure. Les suivis sont composés d'un bilan intermédiaire et d'un bilan final. De plus, à tout moment, l'assuré a la possibilité de solliciter son coordinateur pour d'éventuels conseils ou questions.

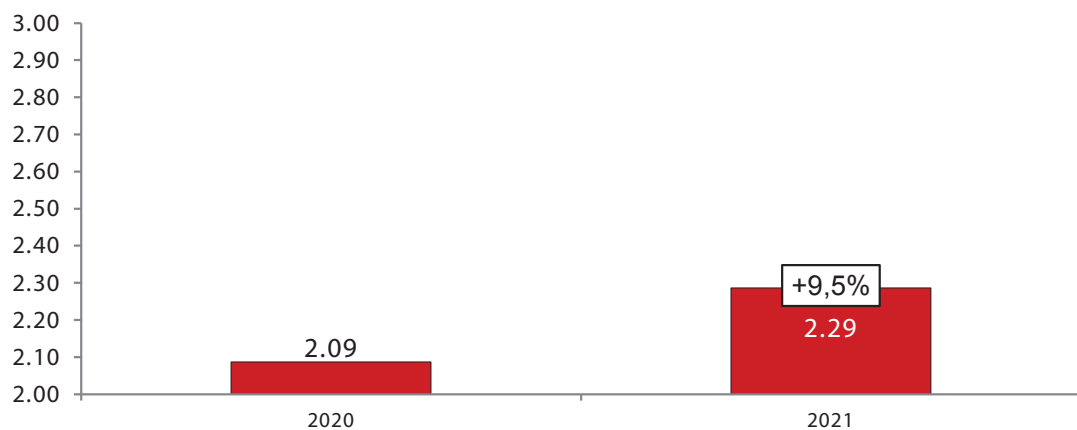
COMPARAISON AVEC LES ANNÉES PRÉCÉDENTES | Mois réalisés



Placements réalisés



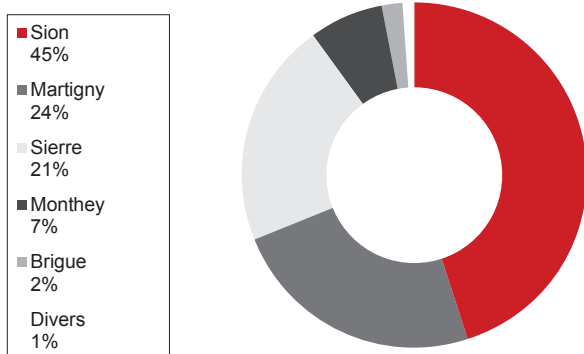
Durée moyenne

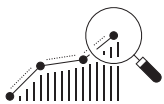


» En 2021, GETAC a réalisé 276 contrats pour 631,1 mois. Les deux premiers graphiques illustrent une réjouissante hausse par rapport à l'année 2020 du nombre de mois réalisés et de placements réalisés.

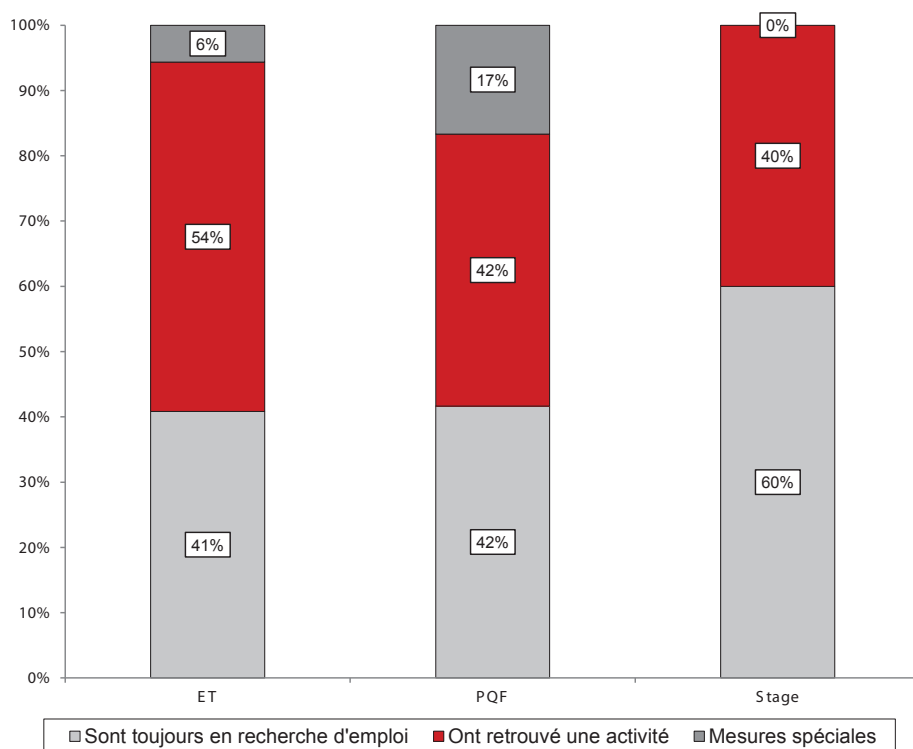
Quant à la durée moyenne d'une mesure, celle-ci s'élève à 2.29 mois en 2021, situation en légère hausse par rapport à celle de 2020.

Attribution des mandats : Proportion par ORP





RÉSULTAT GLOBAL DES MESURES PAR TYPE DE CONTRATS



En 2021, 54% des participants aux ET (48% en 2020) et 42% des participants aux PQF (29% en 2020) ont retrouvé un emploi en cours de mesure.

Enfin, 40% des stagiaires ont retrouvé une activité à l'issue de leur mesure. (100% en 2020).

Quant au taux de réinsertion moyen, il s'élève à 30.79%.

SURVEILLANCE

La Confédération, via le Canton par la LMMT, respectivement l'Inspection des finances, exerce la surveillance.

RÉVISION DES COMPTES

Les comptes de GETAC sont contrôlés par l'Inspection cantonale des finances.



COMPETENCE

